

*Affaires courantes*

le passé. Le parti ministériel, dont c'est le deuxième mandat, devient arrogant.

**Mme Black:** Devient?

**M. Boudria:** Le verbe étonne ma collègue. L'arrogance a peut-être toujours été présente, mais chose certaine elle est à son comble dans ce deuxième mandat bien entamé.

Le degré d'arrogance est inversement proportionnel à la popularité du gouvernement. Sa cote de popularité était ce matin d'environ 19 p. 100. Le député de Madawaska est le seul à trouver cela drôle.

[Français]

**M. Robichaud:** C'est encore plus bas chez lui!

**M. Boudria:** Madame la Présidente, nous savons que les réserves du gouvernement, dans le passé, étaient de l'ordre de 3,4 milliards de dollars. Cette année, le gouvernement a choisi de jouer avec les chiffres un peu. Alors, on a décidé arbitrairement que les réserves seraient réduites à 2,3 milliards de dollars.

Ce matin, mes collègues, ainsi que moi-même, avons demandé aux fonctionnaires du Conseil du Trésor: Comment pensez-vous être capables de vivre avec ce montant-là? Ils ont indiqué: Eh bien, vous savez, on va être très économes. Mais cela, ce sont les réserves, madame la Présidente. Ce sont des fonds à être utilisés lorsqu'il y a une sécheresse au pays, lorsqu'il y a une crise dans les pêches, lorsqu'il y a, par exemple, une situation économique difficile en Saskatchewan, lorsque les gens de la Côte Ouest vont avoir des difficultés, particulièrement ceux qui travaillent dans l'industrie du poisson. Ce sont des scénarios qui sont quand même possibles, cette année. Qu'est-ce que le gouvernement va faire? Il n'aura même plus de réserves.

En diminuant les réserves, le gouvernement prétend réduire les dépenses. De deux choses l'une: ou il y a des gens qui vont souffrir beaucoup cette année parce qu'il n'y aura pas de fonds dans les réserves pour faire face à ces situations imprévues, ou les prévisions budgétaires qui nous sont présentées aujourd'hui ne veulent absolument rien dire parce qu'on ne les suivra pas, de toute façon.

[Traduction]

Voyons dans le détail quelques-unes des compressions de dépenses. Nous avons une comparaison entre le bud-

get des dépenses de l'année dernière et celui de cette année.

Vous vous souvenez que, pendant la campagne électorale, le Parti conservateur a promis de créer un ministère distinct des Forêts. La plupart des Canadiens en déduisaient qu'il serait affecté plus d'argent aux forêts. Non. Voyez-vous, il faut regarder les choses avec les yeux d'un conservateur. Vous créez un ministère, mais vous diminuez les fonds. Vous pouvez ainsi prétendre que vous avez tenu promesse tout en faisant exactement le contraire.

Qu'ont retranché les conservateurs à ce titre? Ils ont retranché 47 millions de dollars.

[Français]

**M. Robichaud:** Cela, c'est pelleter de la brume!

**M. Boudria:** Mon honorable collègue de Beauséjour (M. Robichaud) nous dit que c'est comme pelleter de la brume. Il a totalement raison.

[Traduction]

Notre collègue de Hamilton-Ouest a parlé avec beaucoup d'éloquence à la Chambre du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Ce centre subira des compressions de 2,9 millions de dollars.

Jetons un coup d'oeil sur la Commission de la capitale nationale, organisme dont le mandat est d'embellir la ville d'Ottawa. Je rappelle au ministre que, à une autre époque, il a été député d'Ottawa-Centre. Sa carrière a été très brève, mais il se rappellera que, à cette époque, il avait pour tâche de faire de cette ville une capitale pour tous les Canadiens. Bien sûr, maintenant qu'il a changé de circonscription, le budget de la Commission de la capitale nationale est réduit en conséquence.

Au secrétariat d'État, le gouvernement fait des coupes sombres de 5,45 millions de dollars. C'est également un des secteurs où le Parlement ignore quels services seront réduits; on ne donne qu'une ou deux lignes d'explication dans le budget du ministre des Finances, qui siège aux côtés du président du Conseil du Trésor.

En ce qui a trait au ministre d'État chargé du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, notre collègue de Western Arctic nous a dit hier à la Chambre combien le gouvernement a tort d'imposer des compressions dans ce domaine. Néanmoins, il prive ce ministère de 121 millions de dollars.